

# Haïti au temps des fraudes et du choléra

jeudi 2 décembre 2010, par [BLONDIN Thibault](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2010).

**Onze mois après le séisme, le saccage continue en Haïti et la malédiction nous est réchauffée avec un autre parfum, celui du choléra, sur fond d'élections truquées.**

L'élection présidentielle qui s'est tenue le 28 novembre est une parodie de démocratie. De nombreuses fraudes ont été constatées, provoquant la colère de la population qui a manifesté dans les rues de Port-au-Prince. Dix candidats sur dix-neuf réclament l'annulation du scrutin.

Pourtant, tous sont issus des différents gouvernements qui se sont succédé depuis la chute de Baby Doc en 1986 et appartiennent à l'élite dirigeante du pays, celle qui s'accapare toutes les richesses. Dans cette « élection-sélection », une grande partie des candidats sont financés par les narcotrafiquants qui distribuent des armes aux différents partisans, libèrent des assassins des pénitenciers et sèment la violence dans une campagne où le mouvement ouvrier est totalement absent.

Les Haïtiens se battent également contre une épidémie de choléra. Il a fallu que ce terrible fléau touche l'île pour que Haïti revienne sur le devant de la scène internationale.

Le choléra frappe et libère la colère de la population contre les forces de l'ONU (Minustah). Des suspicions très fortes envers les troupes népalaises de l'ONU qui auraient apporté les bactéries responsables sont confirmées par les premières analyses qui révèlent que la souche de ces bactéries proviendrait du sud de l'Asie [\[1\]](#), fortement touchée par l'épidémie ces derniers mois. L'épicentre de l'épidémie est par ailleurs situé dans la région où sont cantonnées les troupes népalaises dans des conditions sanitaires dégradées (manque d'assainissement). Ces soupçons, que la communauté scientifique ne dément pas, démontrent que la colère des manifestants à l'encontre des troupes responsables de l'épidémie n'est pas dénuée de fondements, contrairement aux déclarations de l'ONU et des médias.

Par ailleurs, les Haïtiens expriment leur colère face à des troupes d'occupation qui n'ont jamais réellement quitté le pays depuis 1991. Cette occupation est la seule triste visibilité de l'aide internationale promise alors que plus de 1, 3 million de personnes vivent toujours dans des camps sous les toiles ou les taules ondulées. Comme pour le tremblement de terre, l'épidémie de choléra souligne surtout l'état désastreux des infrastructures haïtiennes. La corruption et l'affairisme, qui n'ont jamais disparu depuis l'ère Duvalier, ont enrichi une caste dirigeante qui compose l'essentiel des candidats à la présidentielle, privant le pays de l'équipement en infrastructures publiques. 41 % de la population ont accès à l'assainissement et moins de la moitié à l'eau potable.

Pourtant, moins de 2 % des 5, 3 milliards de dollars promis ont été donnés. Pire, les Américains qui s'était engagés à hauteur de 1, 15 milliard n'ont tout simplement rien livré. Ils ont bien vendu du riz bon marché qui a eu pour seule conséquence de faire s'effondrer le cours du riz local et de couler le secteur agricole.

Les États-Unis et la Communauté internationale sont accusés par des observateurs sur place (l'ONG Partners in Health) de ne pas livrer l'aide pour accentuer la crise politique et pouvoir à l'issue des

présidentielles placer un pantin plus favorable à l'oncle Sam. Directement responsable de ce sabotage, la fondation Bill Clinton qui était chargée de distribuer les fonds mettant le pays sous tutelle.

Les forces sociales et politiques progressistes du pays sont malheureusement toujours faibles dans ce pays qui ne pourra attendre sa libération de l'occupation étrangère et de l'oligarchie locale que par son auto-organisation et une nouvelle lutte émancipatrice, 200 ans après avoir proclamé la République. La première république noire de l'histoire si chèrement payée encore aujourd'hui.

**Thibault Blondin**

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 80 (02/12/10).

---

**Notes**

[1] Selon les scientifiques de l'US Centers for Disease Control and Prevention.